



Choisir LA SOLIDARITÉ.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025



**FÉDÉRATION
DES ACTEURS
DE LA SOLIDARITÉ**

HAUTS-DE-FRANCE

Crédits photos

Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France
Fédération des acteurs de la solidarité / Studio graphique – 2025

Mise en page

Clémentine Seïté

Rédaction

David Bonnike
Laslo Couton-Wyporek
Antoine Decoster-Leman
Anne-Béatrice Delaite
Hugues Deniele
Emmanuelle Gamain
Émilie Garbe
Emmie Lebrun
Delphine Morreeuw
Tiffany Thirolle

Relecture

Mireille Charonnat
Philippe Dumoulin

Mai 2026

Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France – 199/201 rue Colbert - 59000 Lille

SOMMAIRE

- 4 Rapport moral
- 8 Qui sommes-nous ?
- 10 Faire fédération
- 16 Accès aux droits
- 18 Culture
- 20 Veille sociale
- 23 Hébergement - Habitat
- 31 Accès à l'emploi
- 39 Santé
- 44 Participation
- 48 Étrangers - Migrants
- 51 Formation
- 55 Glossaire



ÉDITO

Rapport moral par HUGUES DENIELE,
Président de la Fédération
des acteurs de la solidarité Hauts-de-France

2025 : lucidité et responsabilité dans un contexte en dégradation

Regarder rétrospectivement l'année 2025 en s'imposant un effort de lucidité et de mémoire, c'est tenter de conjurer la répétition de ce qui a été négatif ou manqué, de tirer le meilleur bénéfique de ce qui a été accompli et réussi, et de se forger des convictions pour un avenir proche.

L'environnement a continué de se dégrader sous l'effet d'un continent européen en crise et d'une société française malade, en quête de repères dans tous les domaines.

La confiance entre les personnes, envers les institutions, et dans l'avenir collectif — pourtant essentielle à l'équilibre de notre vie sociale — s'est érodée dans les pensées comme dans les comportements. La recherche du juste équilibre entre liberté individuelle et besoins collectifs, entre compétitivité et protection, entre ouverture aux autres et cohésion sereine, constitue autant de chantiers ouverts, mais aujourd'hui en panne de solutions.

C'est bien la précarité grandissante et la pauvreté, trop souvent institutionnalisée, ainsi que la diversité et la conjonction de leurs causes, et la nécessité permanente de décrypter les situations pour agir avec justesse et dans la durée, qui justifient pleinement les missions de notre fédération.

À la liste désormais classique des mauvaises nouvelles — baisse des financements, instabilité des dispositifs, appels à projets de plus en plus compétitifs, non-respect des engagements de certains financeurs, décalages dans les paiements — se sont ajoutés un climat ambiant incertain, voire malsain, des relations complexes, parfois tendues, avec nos partenaires traditionnels, une concurrence exacerbée, parfois déloyale, entre les acteurs, ainsi qu'une absence de prise de conscience, voire un désintérêt, de certains élus locaux.

En interne, les fragilités latentes (modèles économiques inadaptés, gouvernances insuffisamment formées aux changements structurels, gestion des ressources humaines rendue complexe par le manque d'attractivité de certains métiers) se sont aggravées. Elles se sont traduites globalement par un climat morose, parfois résigné, au mieux par des fermetures partielles, au pire par des dépôts de bilan et des cessations définitives d'activité.

Dans ce contexte difficile, la Fédération Hauts-de-France a su tenir une ligne claire et constante. Nous avons réaffirmé avec force et conviction nos positions politiques sur l'accueil inconditionnel, la défense des droits fondamentaux et la nécessité de rester en cohérence avec nos missions

d'intérêt général. Notre parole n'a pas été seulement technique ou sectorielle : elle a été sociale, éthique et politique, nourrie des réalités de terrain.

En tant que tête de réseau, nous avons maintenu le cap en matière de plaidoyer et d'accompagnement technique de nos adhérents, tout en multipliant les actions contentieuses face à des situations critiques.

En tant que fédération, nous avons œuvré dans de nombreuses instances où notre professionnalisme, notre engagement et notre créativité ont été reconnus à leur juste mesure. Le conseil scientifique de notre fédération désormais pleinement opérationnel a restitué régulièrement ses travaux à nos instances : des travaux de qualité qui éclairent nos réflexions et ouvrent des perspectives.

Face à l'incertitude de nos financements, à l'évolution des charges d'exploitation — à l'image de celles de nos adhérents — et aux nombreux enjeux à relever, nous avons entrepris de revisiter notre modèle économique. Cette démarche constitue une réelle réussite : la forte mobilisation de la gouvernance, en particulier des trésoriers, ainsi que la prise de conscience et l'engagement de l'équipe salariée, se sont traduits par des résultats probants en matière d'organisation, d'animation et de gestion financière. Lucidité face aux contraintes budgétaires et administratives, et mobilisation pour faire entendre notre voix : valoriser l'utilité sociale et économique de notre secteur, et défendre les moyens nécessaires à la conduite de nos actions, sont demeurées plus que jamais nos priorités.

2026 : une année de rupture pour agir et transformer

Nous vivons une année de rupture dans un contexte global d'attrition — politique, budgétaire et organisationnelle. Une année de rupture pour notre tête de réseau, confrontée de plein fouet à des vents contraires, dans un environnement marqué par les difficultés croissantes et conjuguées de nos adhérents. Une année de rupture, après des années d'adaptation et d'ajustements complexes, consommateurs de ressources, d'énergie et de temps, au cours desquelles nous avons tenté de préserver l'essentiel sans trop altérer nos fondamentaux.

Cette année de rupture s'impose, car l'ensemble des facteurs conjoncturels défavorables demeure, voire s'aggrave : renchérissement des charges, effets d'un budget en demi-teinte et dénué de vision pour notre secteur — en particulier pour l'insertion par l'activité économique (IAE) —, poursuite du désengagement progressif des départements sur certains dispositifs.

Ces réalités conjoncturelles se télescopent avec les défis structurels de notre secteur : ajustement des modèles économiques des structures, valorisation des métiers de l'humain, sensibilisation des gouvernances et des équipes à la conduite du changement.

Ce diagnostic est aujourd'hui partagé par l'ensemble des acteurs. Mais le temps n'est plus à la seule observation ni à la répétition de constats sur lesquels nous n'avons pas de prise directe.

Notre enjeu commun est désormais multiple :

- faire vivre nos valeurs dans un monde en mutation ;
- assurer la pérennité de nos structures ;
- intégrer pleinement la dimension du temps dans les prises de décision et leurs déclinaisons ;
- savoir faire des pas de côté face à des situations complexes.

Nous devons renforcer l'organisation de notre fédération autour de trois axes : le développement de nouvelles compétences, l'amélioration des processus et la structuration de méthodes adaptées à un contexte de plus en plus instable et difficilement lisible. Cela suppose d'être davantage dans l'anticipation et d'adopter un positionnement renouvelé.

L'utilité de notre fédération réside dans sa capacité à redonner du sens politique à un moment où les replis identitaires et les logiques de préservation dominant, mais aussi dans son exemplarité dans la conduite du changement. Pour réussir cette transformation, notre fédération doit identifier et investir les sujets centraux de ses adhérents, et veiller à la cohérence entre les discours, les actions, les réalités de terrain et les positionnements territoriaux.

Nous devons changer de braquet. À nos réunions d'adhérents — lieux d'expression des situations et des réalités locales — doivent s'ajouter de véritables espaces de décision opérationnelle et

politique : les « fronts communs ». Leur double finalité est claire : tenir et résister face aux dérives constatées (remise en cause de l'inconditionnalité, dégradation des conditions financières, fragilisation de l'éthique dans l'intervention sociale) et proposer — en influant sur l'évolution des politiques publiques, en portant des alternatives concrètes et en facilitant les coopérations entre adhérents.

Parallèlement à ces dynamiques territoriales, nous devons renforcer nos missions d'observation : objectiver les situations, produire des données clés et rendre visibles les réalités de terrain. Cela est indispensable pour structurer une communication pertinente, en interne comme en externe, et pour nourrir à la fois nos plaidoyers et nos échanges avec les financeurs et les élus locaux.

Nous devons également valoriser nos réussites, dans un souci de reconnaissance, de partage d'expériences et de visibilité externe, auprès des médias comme de l'opinion publique.

Une veille est désormais mise en place concernant les adhérents en difficulté — financière ou autre — avec la possibilité de mobiliser un dispositif d'accompagnement structuré, validé par le bureau de la Fédération.

En complément des fronts communs, nous devons investir des partenariats avec d'autres acteurs du secteur social, à l'image du COMHED, afin de peser davantage dans les débats et d'accroître notre visibilité. Nous devons également être capables de nouer des alliances avec d'autres acteurs — syndicats, mouvements citoyens, entreprises, fondations — en fonction des dynamiques territoriales.

La synergie avec le conseil scientifique doit être renforcée, afin de prendre du recul sur nos orientations et d'impulser des réflexions sur des enjeux émergents, tels que l'intelligence artificielle et le travail social de demain.

Nous devons également institutionnaliser, sur chaque territoire, des rencontres régulières avec des élus identifiés, afin de les sensibiliser à nos actions et à nos enjeux, de leur transmettre nos analyses, nos plaidoyers et nos propositions d'amendements, et de favoriser leur relais dans leurs instances représentatives.

Ce changement de tonalité dans nos discours et nos interventions, tant au niveau local que national, implique de sortir de nos zones de confort pour construire la Fédération des acteurs de la solidarité de demain.

Notre gouvernance doit, à cet égard, relever plusieurs défis :

1. porter une parole plus affirmée et moins technique, sous peine de devenir un simple opérateur de politiques publiques ;
2. faire vivre la richesse et la diversité de nos acteurs (taille, territoire, activité), sous peine de perdre notre ancrage territorial, une part de notre expertise et de notre légitimité ;
3. impulser et valider les transformations internes nécessaires (animation et structuration des instances, représentativité, modèle économique).

L'année 2026, qualifiée d'année de rupture, a au moins le mérite de nous obliger à repenser nos fondamentaux et notre organisation dans son ensemble, et à agir sans délai. Pour servir la cause qui nous unit depuis plus de 60 ans — l'accompagnement et la défense des personnes les plus vulnérables —, et pour inscrire durablement notre fédération comme un acteur incontournable dans les combats à venir.

Hugues Deniele,
Président de la Fédération
des acteurs de la solidarité Hauts-de-France

QUI SOMMES-NOUS ?

NOUS SOMMES

sociale

&

SOLIDAIRE

Militante de la conquête
et de l'effectivité des droits

PARTICIPATIVE

Porteuse des valeurs démocratiques
également défendues dans notre
fonctionnement interne

laïque

Attentive au plein respect de la liberté de
croire et de ne pas croire et à combattre
les pressions qui s'exerceraient contre
cette liberté

UNE

écologique

Active pour prendre notre part dans
la protection de la planète avec et
pour les personnes en précarité

FÉDÉRATION

MILITANTE

Engagée pour la défense des
droits, par la recherche de
solutions, la construction avec
l'ensemble des acteurs et dans
l'instauration d'un rapport de
force quand cela est nécessaire

féministe

Mobilisée pour la conquête et la
défense des droits et des libertés
des femmes en précarité

décentralisée

Ancrée dans la vie des personnes
et des acteurs dans les territoires
où elles/ils agissent



200 000

personnes accompagnées
et/ou accueillies par
nos adhérents



74 ASSOCIATIONS
& ORGANISMES

pour accueillir, accompagner,
héberger les personnes
en situation de précarité
et de pauvreté

Pas-de-Calais

- 4AJ
- Accueil 9 de cœur
- APSA
- Audasse
- Blanzy Pourre
- Coallia
- EPDAHAA
- FIAC
- Habitat Insertion
- Immobilière sociale 62
- La vie active
- Le Coin Familial
- Mahra le Toit
- Rencontres et Loisirs
- SIAO62
- Solfa

Nord

- AAE
- ABEJ Solidarité
- Accueil et promotion
- ADOMA
- AFEJI
- AFR
- AIR
- ALEFPA
- ALEFPA Solidarité
- ARELI
- ARPE
- CAO Flandres
- CMAO
- Coallia
- EOLE
- Entourage
- Emmaus
- Emmaus défi banque solidaire de l'équipement
- Evie
- Exod
- Fondation pour le logement
- Fondation Armée du Salut
- Fondation le refuge
- France Horizon
- GRAAL
- Groupe SOS
- Home des Flandres
- Insertel
- La Pose
- La sauvegarde du Nord
- Le Relais Soleil
- Tourquennois
- Les mots pour l'écrire
- L'île de solidarité
- Magdala
- Plateforme des soutiens aux migrant-e-s
- Reconnect
- SOLFA
- SOLIAL
- SOLIHA Flandres
- SOLIHA Métropole Nord
- Temps de Vie
- Visa

Somme

- Accueil et Promotion
- Adoma
- AIVS 80
- AGENA
- APAP
- APREMIS
- Association Picarde d'Accueil le Toit
- Avenir
- Coallia
- Espoir 80
- L'Ilôt
- La Maisonnée
- Les ateliers le savoir fer
- Ménage Service – Ozange.net
- Somme-Emploi-Service
- UDAUS 80

Oise

- Accueil et Promotion
- Adars
- Adoma
- Coallia
- Créneau emploi
- Les compagnons du Marais
- Tandem Immobilier

Aisne

- Accueil et promotion
- Coallia
- SAAT - Service d'aide à tous

BIENVENUE À

Insertel, SAAT, Créneau Emploi.





**FAIRE
FÉDÉRATION**

Conseil d'administration

PRÉSIDENTE D'HONNEUR

CHARONNAT Mireille, Blanzly Pourre

COLLÈGE BÉNÉVOLES

BAISE Yves, GRAAL

BEUSSAERT Patrick, EVIE

DEMANZE Marc, Fondation pour le logement des défavorisés

Trésorier adjoint

DENIELE Hugues, ALEFPA Solidarité
Président

DUCAMP Christiane, La Sauvegarde du Nord

DUMOULIN Philippe, Temps de vie
Vice-Président

ELAZOUZI Hakim, Habitat insertion

MARC Hervé, APAP

MORISSET Jean-Yves, SOLFA

VANCAUWELAERT Anne-Marie, APSA
– Accueil 9 de cœur

VANDESTIENNE Jean-Luc, Immobilière sociale 62

COLLÈGE INTERVENANTS SOCIAUX

BISIAUX Mélanie, AFEJI Hauts-de-France

GILLARD Camille, APAP

YOU Hélène, La Sauvegarde du Nord

COLLÈGE PERSONNES ACCUEILLIES ET ACCOMPAGNÉES

KEITA Kemoko, Accueil et Promotion

LAURENCE Serge, Magdala

LETELLIER Carole, Agena

COLLÈGE CADRES

DATHY Gaëlle, Accueil et Promotion
Secrétaire adjointe

DE CONINCK Vincent, Abej Solidarité

DERNONCOURT Laurence, Eole

ETIENNE Kitty, Blanzly Pourre

GALLIANO Julien, APAP Trésorier

MOREAU Fabrice, GRAAL

ROUVIERE Frédéric, La Sauvegarde du Nord
Secrétaire

VERHERTBRUGGE David, ADARS

CONSEIL DES TERRITOIRES

CHOVAUX François, Blanzly Pourre

Vice-Président Pas-de Calais Littoral

DELARUE Lise, La Sauvegarde du Nord

Vice-Présidente Hainaut-Cambrésis

DUMOULIN Jean-Christophe, ADARS

Vice-Président Oise

D'AMECOURT Thibault, APREMIS

Vice-Président Somme

FLITZ Eric, APSA

Vice-Président Pas-de Calais Intérieur

MONNIER Kareen, AFEJI Hauts-de-France
Vice-Présidente Flandres

MORIVAL Vincent, Abej Solidarité

Vice-Président arrondissement de Lille

Poste vacant

Vice-Président.e Aisne

Équipe salariée



DÉLÉGUÉE RÉGIONALE

THIROLLE Tiffany

06 84 03 04 45

tiffany.thirolle@federationsolidarite.org

Somme et arrondissement de Lille

ASSISTANT ADMINISTRATIF

DECOSTER-LEMAN Antoine

06 10 02 99 56

antoine.decoster@federationsolidarite.org

CHEFFES DE PROJET

DELAITE Anne-Béatrice

Accès à l'emploi, Projets transversaux santé

06 75 20 51 96

anne-beatrice.delaite@federationsolidarite.org

Hainaut-Cambresis-Aisne

MORREEUW Delphine

SIAO, Veille sociale, Hébergement

06 08 28 11 98

delphine.morreeuw@federationsolidarite.org

Pas-de-Calais intérieur et littoral

CHARGÉ-ES DE MISSIONS

BONNIKE David

Habitat, Logement d'abord

06 16 96 73 79

david.bonnike@federationsolidarite.org

Somme et Oise

COUTON WYPOREK Laslo

En Alternance - SEVE Emploi

06 28 13 49 50

laslo.couton-wyporek@federationsolidarite.org

GAMAIN Emmanuelle

Publics - Formation

06 17 73 87 34

emmanuelle.gamain@federationsolidarite.org

Pas-de-Calais intérieur et littoral

GARBE Émilie

SEVE Emploi - Culture

07 50 59 05 96

emilie.garbe@federationsolidarite.org

Flandres intérieure et maritime

LEBRUN Emmie

Santé, Participation

06 43 56 99 48

emmie.lebrun@federationsolidarite.org

Hainaut-Cambresis-Aisne

Représentations

La parole de la Fédération et de ses adhérents

Les membres de la Fédération participent et interviennent dans de nombreuses réunions, instances pour **porter le plaidoyer et faire entendre la voix des personnes en situation de précarité** et des associations qui les accompagnent.



BRAVO ET MERCI

à elles pour leur investissement qui permet de porter la parole et les plaidoyers de la Fédération dans de nombreuses institutions.

EN CHIFFRES

98 PERSONNES
MOBILISÉES

127 INSTANCES
OÙ LES ADHÉRENTS
SONT RÉPRÉSENTÉS

Les rencontres

de la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France

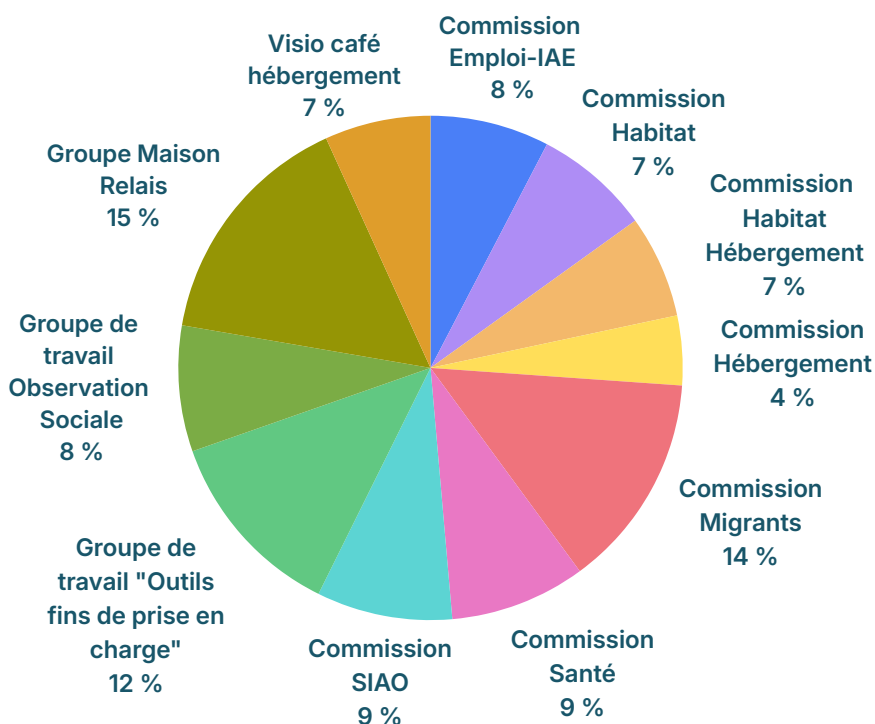
Participation aux instances de la Fédération

→ 27 rencontres de ses instances statutaires

11 commissions et groupes de travail animés par la Fédération

→ 29 réunions

→ 471 participant·e·s



EN CHIFFRES

92 RÉUNIONS
ET WÉBINAIRES

1752 PARTICIPANT-ES
AUX INSTANCES
DE LA FÉDÉRATION

LES MOMENTS forts de l'année 2025

14 FÉVRIER

Une Saint-Valentin solidaire pour combattre les préjugés

Dans le Nord, à Lille et Valenciennes, les adhérents se sont mobilisés à l'occasion de la Saint-Valentin pour sensibiliser les passant-es aux sujets de la grande précarité et combattre les préjugés qui les accompagnent. Ils ont offert aux passants des cadeaux DIY et un livret sur les préjugés !



7 MARS

Visite des camps sur le littoral des Flandres

Pascal Brice, président fédéral, et Hugues Deniele, président régional, sont allés à la rencontre des personnes vivant dans les camps sur le littoral dunkerquois et des associations qui interviennent.

1 AVRIL

Des poissons pour alerter sur les situations vécues par les personnes en grande précarité

A l'occasion du 1^{er} avril, la Fédération et ses adhérents ont lancé une grande campagne de communication sur les réseaux pour dénoncer les situations ubuesques auxquelles sont confrontées les personnes en situation de précarité.



25 JUIN

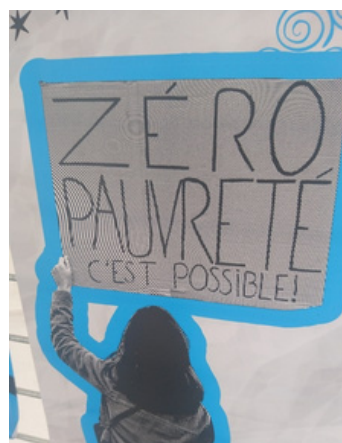
Les 40 ans de la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France

En juin 2025, lors de l'assemblée générale, la Fédération a fêté ses 40 ans d'existence et d'engagement en région.



17 OCTOBRE

Journée mondiale du refus de la misère



À l'occasion de la journée du refus de la misère, la Fédération a rejoint le collectif animé par ATD Quart monde pour organiser un événement à Lille. Au programme : témoignages, rencontres, danses, saynètes, arbre à rêves, atelier porteurs de parole, musique et la cérémonie en hommage aux personnes décédées dans la rue.

11 OCTOBRE

Ça ne tient plus !

À l'appel du mouvement associatif Hauts-de-France, la Fédération Hauts-de-France et ses adhérents se sont mobilisés autour du 11 octobre pour faire connaître la situation de plus en plus compliquée des associations. Point d'orgue de cette mobilisation : la manifestation dans les rues de Lille avec près de 10 000 personnes.



18 DÉCEMBRE

#StopAuxRupturesDe Droits !



À l'occasion de la Journée internationale des personnes migrantes, un collectif s'est mobilisé pour dénoncer les délais inacceptables d'accès à la préfecture du Nord. Pour rendre visible l'invisible, dans l'attente de l'examen du recours déposé par un collectif d'associations, dont la Fédération Hauts-de-France fait partie, les 200 participant-es ont créé une file d'attente symbolique.

The background of the entire page is a repeating pattern of horizontal yellow bars of varying lengths, creating a textured, rhythmic effect.

ACCÈS AUX DROITS

Lutte contre l'illettrisme : repérer pour mieux agir

En 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a déployé, en partenariat avec l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), une action régionale visant à renforcer les capacités des professionnel·les à repérer et accompagner les situations d'illettrisme.

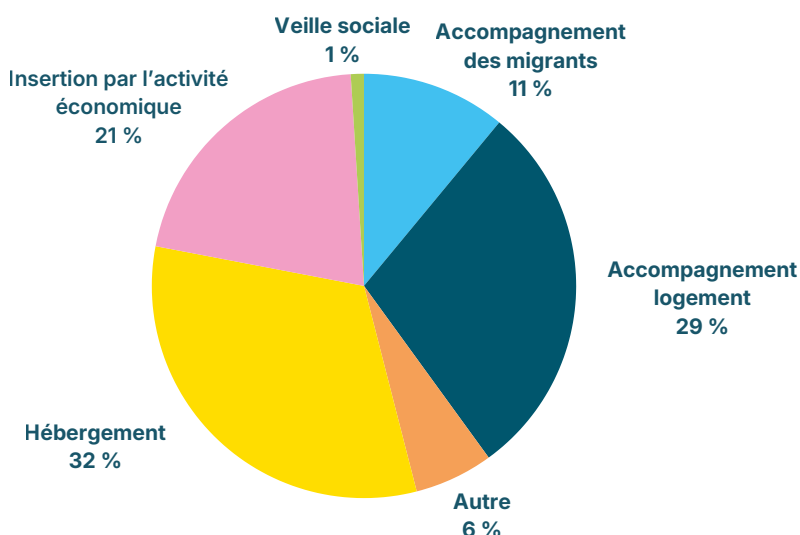
La phase de **recueil de besoins** auprès des structures d'insertion, d'hébergement et d'accompagnement logement, a mis en évidence un intérêt fort et partagé sur l'ensemble des territoires.

Cette dynamique s'est poursuivie avec **l'organisation d'un webinaire régional** en octobre, permettant de sensibiliser les professionnels aux enjeux et aux ressources mobilisables.

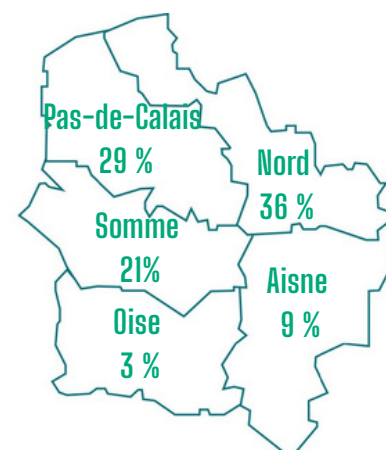
Pour accompagner concrètement les structures, la Fédération a ensuite déployé **4 sessions de formation** « Illettrisme : repérer pour mieux agir » à Lille, Amiens, Saint Quentin et Lens, avec le soutien de l'ANLCI et de ses partenaires locaux spécialisés,

→ **Objectif** : permettre aux professionnels de mieux identifier les situations d'illettrisme, d'adapter leur posture et de mobiliser les outils existants dans leurs pratiques.

Répartition des secteurs d'activité



Répartition des participant·es aux formations



ET DEMAIN ?

Nous visons un déploiement élargi à de nouveaux territoires, et une anticipation du calendrier.

Au regard des besoins et la mobilisation des acteurs, la Fédération poursuivra son engagement afin de consolider et d'amplifier cette dynamique, toujours en lien avec l'ANLCI, et fonction des moyens mobilisables par l'agence.

EN CHIFFRES

25 STRUCTURES MOBILISÉES

89 PARTICIPANT·ES AU WEBINAIRE ET AUX FORMATIONS

CULTURE

Respirations



Le projet de l'été 2025 : « Viens voyager et découvrir le monde marin »



Le fonds Respirations a soutenu en 2025 le projet « Viens voyager et découvrir le monde marin » porté par Le Coin Familial. Coconstruit avec les Petits Débrouillards, ce projet a articulé virée à Nausicaa et ateliers de médiation scientifique autour de la mer et océan, la

biodiversité marine et les enjeux environnementaux. Les principaux objectifs étaient de sensibiliser, éveiller la curiosité scientifique, sociale et culturelle autour de ces sujets.

EN CHIFFRES

1

STRUCTURE

18

PARTICIPANT-ES

CRPA

L'accès à la culture pour toutes et tous !

Lors de la plénière du Conseil régional pour la participation des personnes accompagnées (CRPA) du 3 octobre 2025, les participant-es ont choisi de traiter la thématique de l'accès à la culture des personnes en situation de précarité.

Ainsi, le 19 décembre 2025, le CRPA Hauts-de-France a choisi de s'allier au programme Respirations déployé par la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France pour proposer un nouveau format de plénière.

Les participant-es à cette journée ont eu l'occasion de participer à un forum ouvert. Chaque stand est venu faire référence à une typologie d'action culturelle : lecture, poème, musique, expériences scientifiques, création d'objets de Noël... Aussi, des propositions ont été construites pour faciliter l'accès aux pratiques culturelles et scientifiques des publics en situation de précarité.



NOUS ÉTIONS SUR ÉCOUTE ! [RETROUVEZ LE DIRECT DE L'ÉMISSION](#)



The background of the entire page is a repeating pattern of small, red, pill-shaped or capsule-like objects scattered across a white background. These shapes are oriented in various directions, creating a dynamic and textured effect.

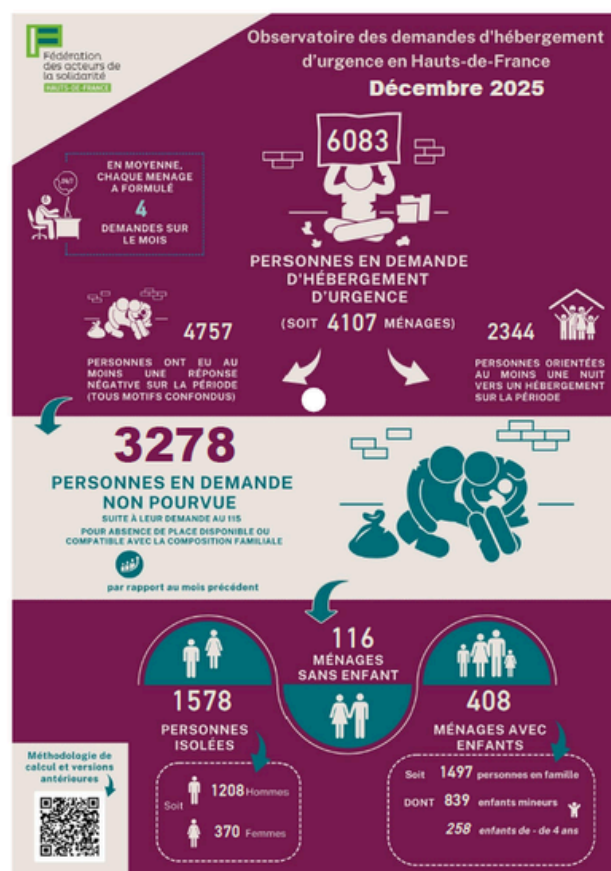
VEILLE SOCIALE

L'observation des demandes d'hébergement d'urgence

L'observatoire des demandes d'hébergement d'urgence en Hauts-de-France est une publication mensuelle régionale, issue des travaux engagés en 2023 par le groupe de travail « Observation sociale ». Il analyse les demandes d'hébergement adressées au 115 et les réponses apportées.

Il met en lumière le nombre de personnes et de ménages dont la demande reste sans solution, faute de places disponibles ou adaptées. Dans la continuité de cette dynamique, le groupe a engagé une évolution de la présentation régionale afin d'en améliorer la lisibilité, l'accessibilité et la compréhension. La publication mensuelle de l'observatoire est un pilier de la démarche "Rendre visible les besoins" dans laquelle la Fédération s'est engagée depuis 2 ans.

Retrouvez l'ensemble des synthèses mensuelles



Le groupe de travail "Observation sociale"

Les travaux menés en région et les trois rencontres organisées en 2025 par le groupe de travail « Observation sociale » ont contribué à renforcer l'harmonisation des pratiques et à améliorer l'exploitation des données du SI-SIAO.

L'objectif était de fiabiliser les informations et d'affiner l'analyse des besoins afin d'adapter les réponses aux publics en difficulté.

Ces travaux ont notamment permis :

- La présentation aux DREETS et DDETS des principaux indicateurs et données, ainsi que le rappel des contextes départementaux, la clarification des sources et des choix méthodologiques et les éléments de lecture et d'interprétation ;
- L'harmonisation des pratiques de saisie, notamment pour l'identification des publics mineurs non accompagné (MNA) pour l'observatoire régional ;
- La poursuite de la réflexion sur les indicateurs et axes d'analyse pertinents pour le volet insertion.

Accompagner l'harmonisation départementale des SIAO du Nord

L'accompagnement mené par la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France et Rydge Conseil a pour objectif de soutenir l'harmonisation des 3 SIAO du Nord et de construire une vision départementale partagée.

L'accompagnement mené par la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France et Rydge Conseil a pour objectif de **soutenir l'harmonisation des 3 SIAO du Nord** et de **construire une vision départementale partagée**.

Structurée en plusieurs phases, la démarche a combiné des temps de co-construction, des diagnostics organisationnels, économiques, RH et juridiques, et enfin un travail de préfiguration du modèle cible.

Ce travail a permis d'**objectiver les situations existantes**, de **clarifier les modalités de gouvernance** et d'**identifier un modèle d'organisation soutenable**. Celui-ci a été validé par les conseils d'administration des trois associations porteuses des SIAO du Nord. Une proposition d'organisation juridique et économique commune sera présentée aux services de l'État début 2026.

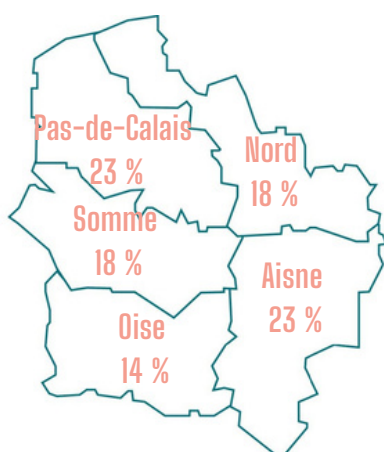
L'animation fédérale

LA COMMISSION SIAO

3 RÉUNIONS

41 participant·es

22 participant·es différent·es



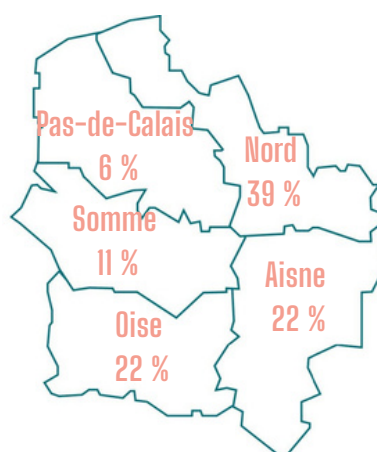
LE GROUPE DE TRAVAIL OBSERVATION SOCIALE

3 RÉUNIONS

38 participant·es

22 participant·es différent·es

11 femmes / 11 hommes



ET DEMAIN ?

Les travaux autour de la veille sociale se poursuivront en 2026 avec notamment :

- La poursuite de l'accompagnement du projet des SIAO du Nord, de formalisation d'un SIAO départemental, la finalisation du conventionnement et de son impact ;
- L'organisation d'une journée régionale à destination des « Écouteur·es 115 » et la mise en place d'une formation régionale ;
- La poursuite des travaux d'observation sociale et d'harmonisation des pratiques ;
- Le suivi des travaux et chantiers de la DIHAL (refonte de l'offre, indicateurs, modernisation du 115).

The background of the entire page is a repeating pattern of vertical teal bars of varying heights, creating a textured, grid-like appearance.

HÉBERGEMENT

HABITAT

Visio-café "Hébergement" : un temps d'échanges et de partage d'expériences entre directeurs·rices de structures d'hébergement

Lancée en octobre 2025 à l'initiative du Président de la Commission Hébergement, la « Visio-café Hébergement » est un rendez-vous mensuel, organisé le premier jeudi de chaque mois dans un format court et accessible (une heure maximum), réunissant les directeurs de structures d'hébergement de la région autour de sujets d'actualité.

Cet espace d'échange vise à **favoriser le partage d'outils et de pratiques, le questionnement entre pairs, le suivi des avancées de chacun et l'entraide pour un gain de temps collectif.**

Les sujets de l'année : le DUI, le travail pair et les EIG.

EN CHIFFRES

3 RÉUNIONS

17 ÉTABLISSEMENTS

32 PARTICIPANT-ES
DONT 18 DIFFÉRENT-ES

Réforme de la tarification des CHRS

La réforme de la tarification des CHRS, suivie de près pour ses impacts financiers et organisationnels, a été au cœur des sujets abordés en 2025.

La Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a contribué, aux côtés de l'URIOPSS, à l'**organisation de la journée régionale consacrée à la réforme de la tarification des CHRS et à la contractualisation**, qui s'est déroulée le 28 janvier 2025 à Amiens. Cette rencontre a été portée par la DREETS et les services de la DIHAL sont intervenus. Au cours de cette journée ont été présentés : les objectifs de la réforme, la conduite du changement et le nouvel écosystème numérique, ainsi que le pilotage via CPOM et EPRD/ERRD.

Pour accompagner les adhérents, la Fédération a déployé en région **une formation nationale sur "la stratégie financière et la gestion comptable"**, avec deux sessions réalisées en 2025.

EN CHIFFRES

2 SESSIONS

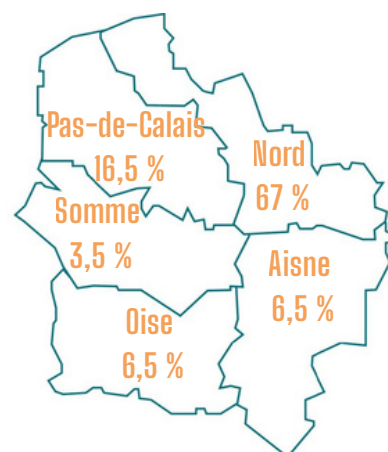
16 ÉTABLISSEMENTS

30 PARTICIPANT-ES
AUX FORMATIONS

ET DEMAIN ?

Dans un contexte de report de la réforme, une veille active sera maintenue

L'objectif est de suivre l'évolution du calendrier et des modalités de mise en œuvre, et de préparer les structures aux changements à venir dès la reprise des travaux nationaux. En ce sens, la Fédération continuera d'accompagner ses adhérents en proposant 3 nouvelles sessions de formation EPRD/ERRD en 2026.



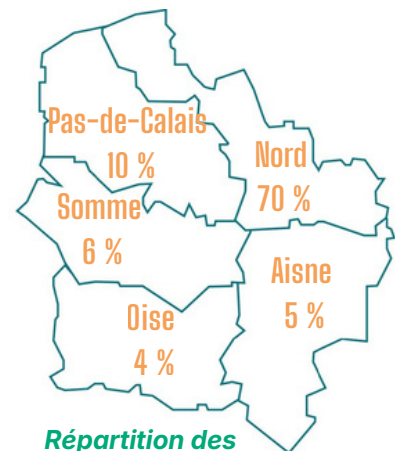
Répartition des participant·es aux formations

Accueillir sans exclure : l'animal comme levier de lutte contre le non-recours et pour l'auto-détermination

Le 27 novembre 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France, en partenariat avec l'ALEFPA et ISLHA, a réuni 170 participant·es lors d'une **journée régionale d'échanges consacrée à la question du lien homme-animal et à l'accès à l'hébergement et l'accompagnement des personnes accompagnées d'animaux.**

À partir de témoignages, retours d'expériences, forum des partenaires et conférences, cette journée a permis de repenser l'accueil des animaux comme un levier, tout en déconstruisant de nombreuses idées reçues.

La conférence de Christophe Blanchard, sociologue et maître-chien, est venue enrichir la journée en offrant un éclairage sur les relations entre les personnes en situation de précarité et leurs chiens.



Répartition des participant·es

EN CHIFFRES

68

ÉTABLISSEMENTS

170

PARTICIPANT·ES

Hébergement et animaux de compagnie : bonnes pratiques pour réussir



Pour accompagner l'évolution des pratiques d'accueil et d'accompagnement des personnes accompagnées d'animaux et **favoriser une meilleure compréhension du lien « homme-animal »**, un **guide pratique** a été élaboré par la Fédération des acteurs de la solidarité, ISLHA et SOLIVET. Il a été diffusé lors de la journée régionale.



Découvrez le guide

ET DEMAIN ?

Le projet se poursuivra en 2026

et plus particulièrement dans le département de la Somme où sera proposé, grâce au soutien de la DDETS, un accompagnement de plusieurs associations. Objectif : renforcer les compétences et les outils pour rendre possible l'accueil des personnes accompagnées de leurs animaux au sein des structures d'hébergement.

Outiller les adhérents pour les situations de fin de prise en charge

En 2025, un accompagnement collectif a été déployé dans le Pas-de-Calais, avec le soutien de la DDETS du Pas-de-Calais. L'objectif est de **renforcer les compétences des professionnel·es sur les modalités de fin de prise en charge**, tout en favorisant le partage de pratiques entre structures et la mise en conformité des outils au regard de la loi 2002-2. En 2025, **deux réunions** ont rythmé cette démarche :

- La première a permis de **clarifier les attentes** du groupe, de **rappeler le cadre réglementaire**, de **mutualiser les pratiques** existantes et d'**analyser les éléments de jurisprudence**.
- La seconde s'est concentrée sur l'**actualisation des règlements de fonctionnement**, avec un travail approfondi en ateliers sur les clauses et pratiques dédiées à la graduation des sanctions.

Cette dynamique collective va contribuer à **harmoniser les pratiques** et à **sécuriser les procédures**.

EN CHIFFRES

2 RÉUNIONS

25 ÉTABLISSEMENTS

58 PARTICIPANT-ES
DONT 40 DIFFÉRENTS

ET DEMAIN ?

Les ateliers se poursuivront en 2026,

avec une réunion dédiée à la traçabilité des manquements (janvier 2026), un travail sur les contrats de séjours et l'élaboration d'outils pratiques partagés

CRHH et Alliance pour le Logement : ce que dit la Fédération des acteurs de la solidarité sur le logement

La situation continue de se dégrader dans les Hauts-de-France. Au 31 décembre 2025 : **247 000 demandes de logements sociaux sont en attente d'attribution**, dont 10 324 demandes prioritaires soit +8 %.

Après son lancement en 2024 et une déclaration commune lors du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 29 mars 2024, les acteurs du logement en Hauts-de-France, engagés dans l'Alliance pour le logement, ont poursuivi leurs travaux avec pour objectif de formuler des **propositions concrètes pour la relance de la production de logements**. Elles ont été présentées et discutées au cours du CRHH du 11 mars 2025 et l'Alliance a pu contribuer, à la fin du 1^{er} semestre 2025, au plan territorialisé de relance de la production de logements en Hauts-de-France sur la base de ces propositions.

Le 11 juin 2025, lors des Assises pour le logement, la Fédération des acteurs de la solidarité a signé le **Pacte de lancement** pour les Hauts-de-France avec les dix acteurs de l'Alliance. Dans la continuité nous avons participé à la mise en œuvre de plans territorialisés de relance de la production de logements sociaux et privés.

35 propositions concrètes s'articulent autour de 6 axes de travail pour accélérer la production de logements en Hauts-de-France :

- Mobiliser toutes les **opportunités foncières** pour produire du logement ;
- Rechercher tous les leviers locaux de **simplification de l'acte de construire** ;
- Quantifier et qualifier les **besoins en main d'œuvre** au regard des perspectives d'activités ;
- Qualifier les **besoins en logement** sur les territoires et en lien avec les grands projets ;
- Améliorer la connaissance et le fonctionnement des **dispositifs d'aides** aux ménages et aux opérations ;
- Construire une vision partagée de l'**écosystème régional** et de ses interactions (« toile de l'habitat »).



ET DEMAIN ?

En 2026, La Fédération poursuivra son implication dans les travaux de l'Alliance pour le logement (intervention commune en CRHH, participation aux groupes de travail).

La Fédération agira :

- Pour que tous les leviers disponibles sur les territoires soient activés pour **relancer la production de logements**, en particulier de logements à loyer abordable et accessibles à tous (logement social PLAI, pensions de famille, PMR, logement adapté...)
- Pour **favoriser la sortie des personnes hébergées vers le logement** et la mise en œuvre du **Logement d'abord**.

Petit déjeuner DAHO

À l'automne 2022, le comité de veille DALO Nord, dont est membre la FAS Hauts-de-France, a publié un **plaidoyer sur la mise en œuvre du DALO** (droit au logement opposable) dans le département.

Cette année, pour porter concrètement nos constats et recommandations, en l'occurrence sur le volet de l'effectivité du DAHO (droit à l'hébergement opposable), le comité de veille a souhaité organiser **un temps d'échanges**.

Le comité de veille s'est questionné sur la **faible utilisation du DAHO** dans le département du Nord et a constaté que le droit à l'hébergement opposable (DAHO) demeurait méconnu et sous-utilisé. La réalité de terrain, quant à elle, révèle de **nombreux obstacles** : appréciation restrictive des recours, absence de propositions dans les délais suite à décision positive, propositions inadaptées...

Pour en discuter, en 2025, le comité de veille DALO a proposé un « petit déjeuner » organisé le 4 avril animé par les avocats de la Commission Logement du Barreau de Lille.

EN CHIFFRES

1 PETIT DÉJEUNER

34 ÉTABLISSEMENTS

42 PARTICIPANT-ES

Y ont notamment été abordés :

- Les différences entre les **recours liés à l'hébergement d'urgence** (référé liberté) et le **recours DAHO**.
- Les freins rencontrés par les personnes pour **obtenir une proposition d'hébergement** et les recours possibles en cas d'absence de proposition.
- Les freins rencontrés par les personnes pour bénéficier d'un **accompagnement après la proposition d'un hébergement**.
- Les difficultés à **suivre au long cours les demandes de DAHO**, en raison de la perte de contact avec les personnes accompagnées.
- Le **traitement par la COMED des recours DAHO** (rejets pour motifs de droit au séjour notamment)

La Fédération des acteurs de la solidarité continue également à **assurer des formations** au DALO (représentants des personnes accueillies et accompagnées, acteurs associatifs, CCAS). Elle contribue à l'organisation des **permanences téléphoniques** proposées par le Comité de veille. Ces dernières ont pour objectifs d'informer sur le DALO, d'orienter vers les services sociaux et également d'accompagner les personnes en cas de rejet de leur recours.

Démarche d'accompagnement des pensions de famille du Pas-de-Calais

En 2025, dans le cadre de rédaction des conventions tripartites partenariales à signer entre l'État, les SIAO et les gestionnaires de dispositif d'hébergement, de veille sociale, d'accompagnement et de logement accompagné, la DDETS du Pas-de-Calais a sollicité la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France afin de travailler à l'**harmonisation des pratiques d'orientation des personnes vers les pensions de famille et résidences accueil**.

La démarche a pour objectifs de favoriser l'équité de traitement pour les publics, indépendamment du territoire ou du gestionnaire et de faciliter une remontée agrégée des besoins.

Durant l'année, la Fédération des acteurs de la solidarité a donc accompagné ce travail d'harmonisation départementale, au travers d'un **diagnostic des pratiques existantes** (bilan et identification des bonnes pratiques) et d'**ateliers** rassemblant les gestionnaires de pensions de famille et résidence accueil, les antennes SIAO et le SIAO 62.

A terme, cette démarche va permettre de mettre en place un **dossier de demande unique** et un **protocole d'orientation départemental** qui seront ensuite déclinés dans chaque arrondissement.

EN CHIFFRES

6 RÉUNIONS

27 ÉTABLISSEMENTS

109 PARTICIPANT-ES
DONT 38 DIFFÉRENT-ES

ET DEMAIN ?

En 2026, la Fédération Hauts-de-France lancera la dernière phase de sa mission d'accompagnement

en démarrant un travail d'évaluation de la mise en œuvre du processus harmonisé d'orientation vers les pensions de famille et résidences accueil du Pas-de-Calais.

Partenariat avec l'URH

L'Union régionale pour l'habitat des Hauts-de-France (URH) et la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France travaillent en partenariat depuis de longues années **en faveur du relogement des plus démunis**.

Cette année, nous avons innové. Plutôt que l'animation du traditionnel cycle bailleurs-associations proposé depuis 2019, les deux fédérations ont présenté :

- Des **temps d'informations et d'échanges croisés** à leurs adhérents sur des sujets d'actualité : FNAVDL, cotation de la demande, fonctionnement et enjeux des organismes de logement social...
- Des sessions du "jeu de la CALEOL", développé par l'URH et qui consiste en un **jeu de rôle simulant une commission d'attribution de logements sociaux**.
L'objectif de ces sessions est de rassembler nos adhérents respectifs (travailleurs sociaux associatifs et chargés d'attribution des bailleurs sociaux) afin de renforcer les liens et de mettre en regard les perceptions et les contraintes de chacun : correspondance entre l'offre disponible et la demande de logement, contraintes réglementaires, publics prioritaires (DALO/PDALHPD), stratégie de peuplement, sortie des dispositifs d'hébergement...

EN CHIFFRES

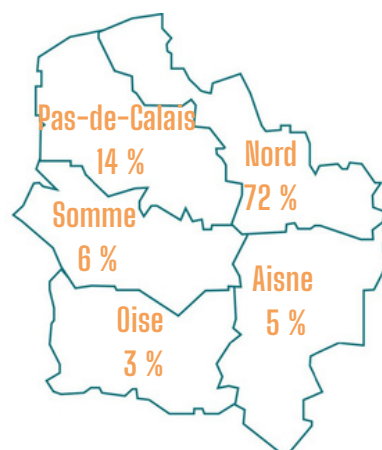
3 WÉBINAIRES

1 PRÉSENTATION

101 PARTICIPANT-ES

Comme lors des précédents cycles bailleurs-associations, il s'agit d'une manière générale d'**instaurer une relation de confiance entre les associations et les bailleurs** pour **faciliter l'accès au logement des ménages** en :

- Partageant des définitions communes pour **mieux se comprendre** : attentes, contraintes, souhaits des ménages, accompagnement dans le logement, autonomie... ;
- **Identifiant les freins**, avec un travail particulier sur les refus de logements.



Répartition des participant-es aux temps d'échanges associations-bailleurs en 2025

ET DEMAIN ?

La Fédération poursuivra son partenariat avec l'URH

par l'organisation de nouvelles sessions du jeu de la CALEOL et un travail sur les questions de la fluidité de l'hébergement (mise en œuvre de la circulaire du 24 juillet 2025) et de l'habitat intercalaire.

Réécriture du plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées du Nord

En 2025, la Fédération a proposé aux copilotes du PDALHPD du Nord, des **contributions écrites travaillées avec ses adhérents à partir de remontées de terrain**. Elle a participé aux différentes réunions de concertation organisées autour de la révision du plan.

Dans ses contributions, la Fédération a souhaité mettre en avant plusieurs sujets portés par ses adhérents :

- La question de la **qualification des besoins** et de l'**adaptation des structures aux publics et aux problématiques rencontrées** (addictions, santé psychique et hébergement des familles avec enfants en particulier) ;
- L'importance de la levée des **obstacles administratifs**, en particulier liés au droit au séjour ;
- L'enjeu de **mobilisation des contingents des différents réservataires** pour le relogement des publics prioritaires ;
- Les enjeux liés à la **loi climat et résilience** : structures d'hébergement, logement adapté et logement social ;
- Les enjeux liés à l'**intermédiation locative (IML)** : gouvernance et suivi, inadaptation du dispositif Loc'Avantages et difficultés à capter les propriétaires privés, situation des personnes ukrainiennes ;
- La question de la prévention des **expulsions locatives** ;
- Son souhait de voir se renforcer la représentation des personnes accueillies et accompagnées dans la **gouvernance du plan, ses travaux de révision et ses futures instances**.

ET DEMAIN ?

En 2026, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France restera mobilisée

pour assurer la mise en œuvre des actions du PDALHPD 2026-2030, et continuera à porter les sujets de préoccupation de ses adhérents auprès des copilotes du plan.

L'animation fédérale

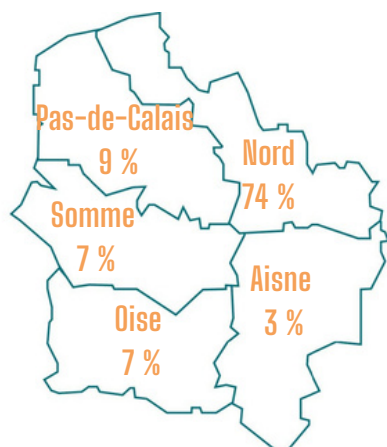
LA COMMISSION HÉBERGEMENT – HABITAT

5 RÉUNIONS

86 participant-es

68 participant-es différent-es

51 établissements



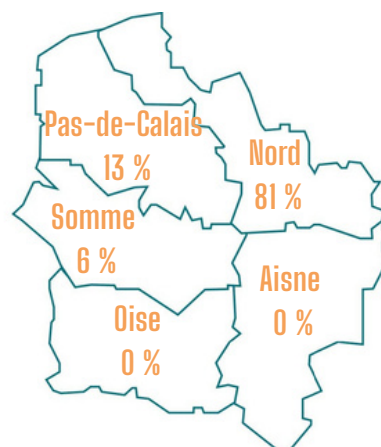
LE GROUPE DE TRAVAIL HÔTES DE PENSION DE FAMILLE

3 RÉUNIONS

73 participant-es

54 participant-es différent-es

38 établissements



The background of the entire page is a repeating pattern of teal-colored dots arranged in a grid. The dots are of two sizes, creating a textured, perforated effect.

ACCÈS À L'EMPLOI

Plaidoyer et accompagnement des SIAE face aux incertitudes budgétaires

L'année 2025 a été marquée par de **fortes incertitudes pour le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE)**, liées au projet de Loi de finances 2026 et aux premières hypothèses de réduction des moyens. Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ont dû anticiper des **baisses d'effectifs** tout en assurant la **continuité des parcours d'insertion** et la stabilité de leurs activités économiques.

Tout au long de l'année, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France, aux côtés de l'Inter-Réseaux IAE (IRIAE) Haut-de France, a assuré une veille active sur les évolutions nationales, décryptant les enjeux du projet de Loi de finances 2026 pour les rendre intelligibles auprès des structures. Des **temps d'échanges collectifs** ont été proposés afin de partager les informations, recueillir les préoccupations et construire des positions communes. La coordination territoriale a permis de **faire remonter les besoins** et de **garantir la cohérence des messages portés** auprès des partenaires institutionnels.

Des courriers ont été adressés aux directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) pour **alerter sur les conséquences** d'une éventuelle baisse des équivalent temps plein (ETP) et **proposer des mesures de sécurisation**. Des démarches d'interpellation auprès des parlementaires, députés et sénateurs, ont également été engagées pour défendre les crédits essentiels à l'IAE, alerter sur une baisse brutale des ETP et sensibiliser les élus aux impacts sur les territoires.

Les SIAE ont été associées à ces actions, en relayant les messages et en partageant leurs retours de terrain pour renforcer les actions de plaidoyer. Ces démarches ont permis de porter la voix des structures et de renforcer la visibilité des enjeux du secteur.

Elles ont permis de défendre la continuité des parcours, la stabilité des structures et le maillage territorial, tout en préparant le secteur à faire face aux défis de 2026.

Accompagnement des SIAE adhérentes face à l'impact du Ségur

Dans le contexte de l'extension du Ségur aux structures de l'insertion par l'activité économique (IAE), **la Fédération des acteurs de la solidarité a renforcé son accompagnement auprès des SIAE adhérentes**, confrontées à des enjeux juridiques et financiers majeurs. Comment appliquer le Ségur et augmenter les salaires sans compensation de la part des financeurs ?!

Au niveau régional, **une enquête menée auprès des adhérents** a mis en évidence des situations hétérogènes, un fort besoin d'échanges, et un impact non négligeable :



Plusieurs webinaires ont été organisés avec des partenaires spécialisés, notamment le cabinet Picard avocats et Axess, afin d'apporter un premier niveau d'information et d'analyse sur les implications de l'accord du 4 juin 2024.

Afin d'approfondir les stratégies possibles, des temps d'échanges complémentaires ont été proposés avec le cabinet Boulay Lévy, expert du droit des associations, autour des **leviers juridiques mobilisables** (accords d'entreprise, conventions collectives, organisation en centres d'activité autonomes).

En parallèle, la Fédération des acteurs de la solidarité poursuit ses **démarches de plaidoyer auprès des services de l'État et des parlementaires** afin de **faire évoluer le cadre d'application du Ségur**, notamment pour les salariés en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI).

ET DEMAIN ?

Dans un contexte encore incertain,

la Fédération des acteurs de la solidarité reste mobilisée pour soutenir les structures, sécuriser leurs pratiques et porter les enjeux du secteur.

Accompagnement et santé mentale au sein des structures de l'IAE

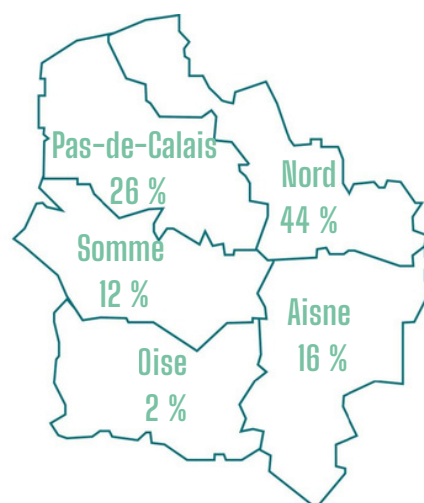
Dans le cadre de la feuille de route de l'IRIAE, en lien avec la DREETS, la Fédération des acteurs de la solidarité a organisé le 14 janvier 2026 un **webinaire intitulé « Accompagnement et santé mentale »**, à destination des professionnel·les des structures de l'insertion par l'activité économique (IAE).

L'objectif était de **renforcer la compréhension et l'accompagnement des problématiques de santé mentale chez les salariés en insertion**. Plus de 150 professionnel·les se sont inscrit·es à cette rencontre.

Ce webinaire a combiné **apports théoriques et retours d'expérience**. Les participant·es ont été sensibilisé·es aux repères essentiels en santé mentale, aux pratiques d'accompagnement adaptées aux réalités de terrain, ainsi qu'aux outils et dispositifs disponibles, notamment les formations PRISME. La rencontre a également inclus le témoignage d'une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE), la présentation de l'observatoire Orspere-Samdarra, et s'est terminée par une séance d'échanges et de questions-réponses avec les professionnel·les.

L'analyse des questionnaires d'évaluation a mis en évidence deux besoins principaux :

- La mise à disposition d'**un annuaire des partenaires en santé mentale** et de leurs missions, pour faciliter l'orientation des salarié·es en insertion.
- La possibilité de participer à des **formations structurées**, telles que Premiers secours en santé mentale (PSSM) ou PRISME, afin de sécuriser la posture des encadrants et des conseiller·ères en insertion professionnelle.



Répartition territoriale des répondant·es à l'évaluation

ET DEMAIN ?

Dans le cadre du projet Viapsy, la Fédération assurera le lien avec la Fédération régionale de recherche en psychiatrie et santé mentale des Hauts-de-France (FRPSM HDF)

l'afin de suivre l'avancée de l'annuaire et de participer au comité de pilotage. L'outil, dont le lancement est prévu courant 2026, fera l'objet d'une communication spécifique à destination des SIAE et des autres acteurs de l'insertion, pour faciliter l'accès aux ressources disponibles et renforcer le maillage territorial.

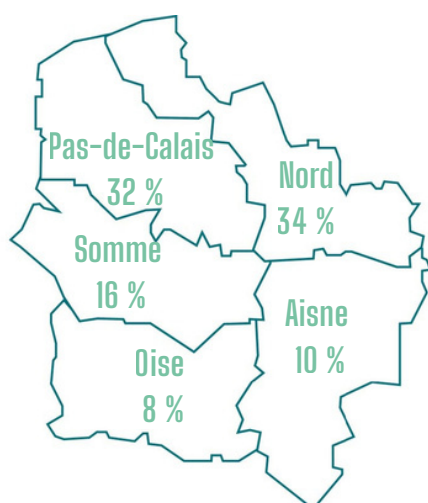
Mesurer l'impact social des SIAE : quand l'accompagnement fait la différence

En 2025, un **groupe de travail régional** coordonné par la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) du Pas-de-Calais, avec la contribution active de la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a été lancé. Le groupe de travail était constitué des réseaux membres de l'Inter-Réseaux de l'insertion par l'activité économique (IRIAE) Hauts-de-France ainsi que les représentants des DDETS du Nord, de l'Oise, de la Somme et de l'Aisne et la Direction régionale de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS).

Son objectif était de conduire une démarche visant à **renforcer la reconnaissance de l'accompagnement social réalisé par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)** dans la région.

Cette initiative répond à plusieurs enjeux :

- **Valoriser l'impact social** des SIAE auprès des décideurs régionaux et nationaux ;
- **Identifier et reconnaître les pratiques sociales positives** au-delà de l'accès à l'emploi ;
- **Uniformiser les indicateurs** pour qu'ils soient applicables quel que soit le département ou le type de SIAE ;
- **Garantir la conformité juridique**, notamment au règlement général sur la protection des données (RGPD), dans la collecte et l'exploitation des données.



Répartition des SIAE de l'enquête

EN CHIFFRES

4 RÉUNIONS
DE TRAVAIL

123 SIAE IMPLIQUÉES
DANS L'ENQUÊTE

4 THÉMATIQUES
CLÉS

La Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a choisi de lancer un **questionnaire régional** pour s'appuyer sur les remontées des SIAE afin de porter des propositions alignées avec les réalités de terrain. Près d'un quart des SIAE de la région a participé, ce qui a permis d'identifier des pratiques et des critères pertinents.

Les thématiques clés retenues concernent la santé, la mobilité, le logement et l'accès aux droits. Pour chacune des thématiques, des indicateurs pertinents et objectivables sont définis afin de Reconnaître des sorties sociales positives, au-delà des seules sorties vers l'emploi.

ET DEMAIN ?

En 2026, les travaux se poursuivront avec l'élaboration d'un vademecum et de fiches pratiques.

Plusieurs groupes de travail se réuniront afin de finaliser les outils, avant un webinaire de présentation en mai 2026 destiné aux SIAE de la région.

Animation du réseau et coordination autour du RSA dans le Nord

Cette année, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a affirmé son **rôle d'interface entre le Département du Nord et ses adhérents** dans le cadre du programme départemental d'insertion (PDI) 2022-2025. Elle a assuré une **transmission régulière des informations institutionnelles** et fait **remonter les préoccupations de terrain**, notamment via des temps d'échanges dédiés. La Fédération a conduit **une veille sur les évolutions législatives, le régime de sanctions et les appels à projets 2026**, tout en coordonnant les têtes de réseaux départementales et en participant activement aux instances de dialogue avec le Département.

En 2025, se sont tenues **5 rencontres au Département avec l'inter-réseau** : les 31 janvier, 21 mars, 23 avril, 27 juin, 12 septembre, 3 et 29 octobre 2025.

Le groupe adhérents "Revenu de solidarité active (RSA)" s'est quant à lui réuni le 11 juin et le 20 novembre autour des sujets des sanctions et des appels à projets du PDI concernant l'accompagnement des allocataires du RSA.

EN CHIFFRES

5 RENCONTRES
DÉPARTEMENT X INTER-RÉSEAU

2 RÉUNIONS
DU GROUPE DE TRAVAIL RSA

SEVE Emploi

LES IMPACTS DU PROGRAMME



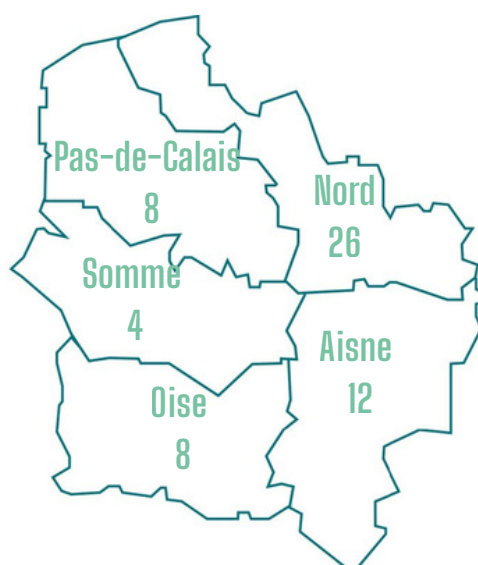
« La médiation active nous a permis de construire une relation de confiance avec les employeurs, en allant au-delà de la simple diffusion d'offres d'emploi » - SIAE SEVE 2025

Et si les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) devenaient les partenaires privilégiés des entreprises ?

Entre 2021 et 2025, 47 SIAE ont été accompagnées par le programme pour tester cette idée avec pour objectif, l'emploi durable pour toutes et tous. En 2025, la promotion était composée de **21 structures réparties sur les 3 séquences** : SEVE 1, SEVE 2, SEVE 3. En se formant à la médiation active, des changements de regards et de pratiques ont été opérés.

Des indicateurs permettent de mesurer ces effets positifs :

- **Augmentation du nombre de sorties en emploi durable et du nombre de sorties en emploi de transition.**
Sur les 21 structures de ces 3 séquences, par rapport à l'année 2024 :
> 10 SIAE ont augmenté leur nombre de sorties en emploi durable ;
> 13 SIAE ont augmenté leur nombre de sorties en emploi de transition.
- Le recours aux immersions professionnelles ou à la mise à disposition est un vecteur efficace d'opportunités d'emploi. En effet, **36 % à 43 % des contrats en emploi durable signés l'ont été à la suite d'une mise en situation**. Par ailleurs, pour les SIAE SEVE 1 et 2, le nombre d'immersions a augmenté par rapport à l'année 2024.
- **Augmentation moyenne du nombre de partenaires entreprises de 47 %.**



Répartition du nombre de SIAE SEVE en Hauts-de-France
au 1^{er} janvier 2026

JOURNÉE RÉGIONALE

Le défi de l'offre attractive : retour sur la journée régionale SEVE Emploi Hauts-de-France !



“SALUT LIÉVIIIIIIIIN !!!”

Cet événement a réuni 115 professionnel·les de structures pour une journée placée sous le signe des repères.

Des repères pour leurs rôles, des repères pour leur collectif, des repères méthodologiques, des repères factuels... Des repères pour faciliter l'accès à l'emploi des salarié·es en transition professionnelle.

Le matin, les professionnel·les avaient la possibilité d'embarquer dans plusieurs repères (au choix) :

- *Le repère des producteurs d'emploi durable ;*
- *Le repère du management, producteur de stratégies ;*
- *Le repère de l'entretien motivationnel ou de l'entretien producteur d'actions ? ;*
- *Le repère de l'encadrement, producteur de liens.*

L'après-midi, la thématique suivante a été travaillée :

- D'après-vous, est-ce toujours gagnant d'accéder à l'emploi ?
- Au-delà des constats, comment coopère-t-on autour de cet objectif avec les salarié·es et les entreprises ?

MÉDIATION ACTIVE

Essaimer la médiation active !

LES JOURNÉES DE SENSIBILISATION À LA MÉDIATION ACTIVE

Et s'il n'était nul besoin de lever les freins des salarié·es en transition avant de provoquer une rencontre avec l'entreprise ?

À l'occasion de deux journées de sensibilisation à la médiation active qui se sont tenues à Boulogne-sur-mer et Amiens, les professionnel·les de l'insertion par l'activité économique (IAE) ont été invité·es à découvrir les grandes thématiques travaillées dans le cadre du programme SEVE, le tout avec l'appui méthodologique d'un·e formateur·rice.

EN CHIFFRES

2 SESSIONS

25 PARTICIPANT·ES

16 SIAE

PARCOURS “UN PAS DE PLUS VERS LA MÉDIATION ACTIVE”

Et si nous faisons un pas de plus vers la médiation active ?
C'est la proposition qui a été faite aux 8 SIAE non retenues de l'appel à candidature 2025. L'occasion de s'approprier et de tester certaines notions clés travaillées dans le cadre du programme SEVE Emploi.

EN CHIFFRES

3 RENCONTRES

8 à 11 PARTICIPANT-ES
PAR RENCONTRE

5 SIAE

L'animation fédérale

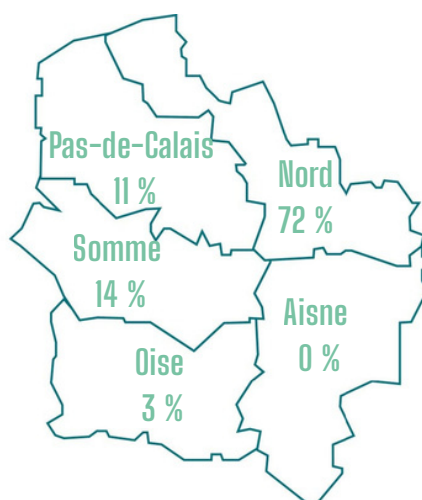
LA COMMISSION EMPLOI – IAE

4 RÉUNIONS

36 participant-es

21 participant-es différent-es

18 établissements



SANTÉ

ACTIONS ADDICTIONS

En 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a poursuivi et renforcé son engagement dans la prévention et l'accompagnement des conduites addictives des personnes en situation de précarité à travers plusieurs actions complémentaires, à destination des personnes accompagnées comme des professionnel·les.

10 ANS DE L'ACTION " PARLER ADDICTIONS EN PENSIONS DE FAMILLE "



L'année a notamment marqué les **10 ans de l'action Parler addictions en pensions de famille**, soutenue par l'Agence régionale de santé Hauts-de-France. Déployée au sein de 7 structures, cette initiative propose **une approche globale mêlant formation des professionnel·les, représentation théâtrale et cycles d'ateliers** (socio-esthétique, sophrologie, médiation animale, prévention tabac et addictions).

- Au total, **298 personnes ont participé** aux ateliers
- **44 % d'entre elles déclarent souhaiter faire évoluer leurs habitudes**, illustrant l'impact concret de ces actions de prévention.

STAGES CROISÉS " VIS MA VIE "

Dans une logique de **décloisonnement** des pratiques, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a également développé, avec ses partenaires, des **stages croisés "Vis ma vie "** entre les secteurs de l'addictologie, de l'accueil - hébergement et de l'insertion (AHI-L).

Face à un besoin identifié de meilleure coordination, ces immersions professionnelles favorisent l'interconnaissance et améliorent l'accompagnement des publics.

- En 2025, **10 structures se sont impliquées** ;
- donnant lieu à la **mobilisation de 25 professionnel·les**.

Très positivement évalués (note moyenne de 4,8/5), **ces stages sont perçus comme un levier efficace** pour renforcer la coopération intersectorielle : **88 % des participant·es estiment qu'ils permettront de mieux travailler ensemble**.

PLAN D' ACTIONS DÉDIÉ AUX ADDICTIONS DANS LES SIAO

Enfin, le **plan d'actions dédié aux addictions dans les structures d'insertion par l'activité économique** (SIAE), déployé depuis 2023, s'est poursuivi en 2025. Coconstruit avec plusieurs partenaires régionaux, ce programme vise à **mieux intégrer les enjeux liés aux addictions dans les parcours d'insertion professionnelle**. Il s'appuie sur des actions variées : formation des professionnel·les, représentations théâtrales à destination des salarié·es en insertion et permanent·es, et des ateliers au sein de 4 SIAE de la région.

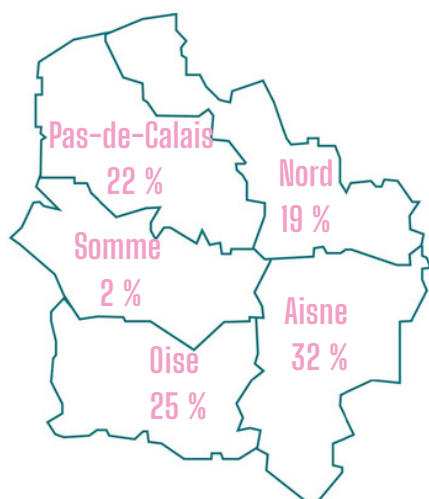
- Au total, ce sont **4 formations** qui ont été mises en place ;
- **4 représentations théâtrales** ;
- **30 ateliers** à destination des salarié·es en insertion.

L'objectif est double : **prévenir les risques** et **outiller les structures** pour faire face à des situations complexes, tout **en sécurisant les parcours des personnes** accompagnées.



“ C'est un enrichissement personnel et professionnel. Il n'y a rien à perdre et tout à gagner ! ”

Bénéficiaires des actions addictions/précarité



EN CHIFFRES

3 ACTIONS

96 STRUCTURES*

+ de 640 PERSONNES*

* Une structure ou une personne ayant participé à 2 actions est comptabilisée 2 fois.

MOIS SANS TABAC



En 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité a renforcé son partenariat avec Hauts-de-France Addiction autour de la promotion du Mois sans tabac.

À cet effet, chaque pension de famille participant à l'action *Parler addictions en pension de famille* a bénéficié d'un atelier organisé par Hauts-de-France Addictions afin de **sensibiliser les résidents aux dangers du tabac sur la santé et promouvoir les aides à l'arrêt au tabac**. En parallèle, l'ensemble des outils et rencontres proposées par Hauts-de-France Addictions ont été relayés aux adhérents au travers notamment de la **newsletter** et d'**envois d'emails** plus spécifiques et un "FAS au mois sans tabac 2025" a été réalisé regroupant environ 20 participant-es. En interne, les salarié-es de la Fédération des acteurs de la solidarité **ont participé activement aux défis "Mois sans tabac"** : constitution d'un blason d'équipe, confection de jeux type mots fléchés autour de la thématique et une marche collective à la conquête de mégots abandonnés (un geste simple pour s'intégrer dans le mois sans tabac, lutter contre la sédentarité et préserver l'environnement).

REFUS DE SOINS

Un nouvel observatoire pour la Fédération.

Un premier observatoire du refus de soin existe à la FAS depuis une dizaine d'année. Mais ce dispositif étant très peu utilisé, les résultats étaient difficilement exploitables. En 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité nationale, au travers du groupe d'appui national (GAN) santé dont la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France fait partie, a souhaité **retravailler cet observatoire pour le rendre plus accessible**.

En fin d'année 2025, une **large communication** a été réalisée pour lancer ce **nouvel observatoire** des refus de soins. Ce dernier peut ainsi être complété par les personnes concernées elles-mêmes, ou par les travailleurs sociaux les accompagnant ; il est relativement **court et facile à compléter** (cases à cocher). Son remplissage peut être réalisé à tout moment, mais des temps forts seront également proposés durant l'année.

Ses objectifs sont clairement identifiés :

- Qualifier et quantifier les difficultés d'accès aux soins ;
- Identifier les dysfonctionnements du système ;
- Nourrir le dialogue avec les institutions de santé et trouver des solutions concrètes ;
- Améliorer l'accès à la prévention et aux soins.

[L'observatoire est à télécharger sur federationsolidarite.org](https://federationsolidarite.org)
 > Onglet Innover/Soutenir > Observatoire > Observatoire des refus des soins



L'animation fédérale

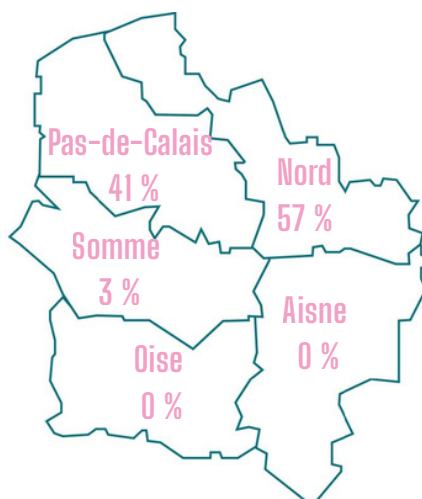
LA COMMISSION SANTÉ

3 RÉUNIONS

41 participant·es

30 participant·es différent·es

20 établissements



The background of the entire page is a white surface covered with a dense, random pattern of small, teal-colored, pill-shaped confetti pieces. These pieces are scattered across the entire area, creating a festive and textured appearance.

PARTICIPATION

CRPA HAUTS-DE-FRANCE

En 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a maintenu son soutien et son appui au CRPA

Le Conseil Régional
des Personnes Accueillies / Accompagnées
HAUTS-DE-FRANCE

NOS VALEURS

- ÉCOUTE
- RESPECT
- BIENVEILLANCE
- LIBERTÉ
- ÉGALITÉ

NOS OBJECTIFS

- PROPOSER SES IDÉES
- FAIRE REMONTER SES BESOINS
- FAIRE ENTENDRE SA VOIX

Pour nous contacter :
crpahdf@gmail.com
06 48 56 99 48

Notre parole,
Notre Force !

4 plénières ont été organisées en 2025 : l'accueil des animaux en structures d'hébergement (le 4 avril à Villeneuve d'Ascq), le logement (le 13 juin à Dunkerque), les violences intrafamiliales (le 3 octobre à Montdidier) et la culture (le 19 décembre à Liévin), et en partenariat avec le Programme Respiration).

Au total ce sont **304 participant-es**, dont 231 personnes accueillies et accompagnées qui ont participé à au moins une plénière du CRPA. 42% des participant-es participaient pour la première fois à une plénière du CRPA.

Sur l'ensemble de ces journées, 82 propositions qui ont été formulées pour améliorer le quotidien et l'accompagnement des personnes concernées.

Pour recevoir les invitations et comptes-rendus de chacune des plénières, contactez le CRPA par mail : crpahdf@gmail.com

Le CRPA est également représenté au sein des Commissions départementales de médiation (COMED) dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Oise et la Somme.

EN CHIFFRES

4

PLÉNIÈRES

304

PARTICIPANT-ES
DONT 30 DIFFÉRENT-ES

82

PROPOSITIONS
FORMULÉES

5

DÉLÉGUÉS
ET 3 MEMBRES ACTIFS

Grâce à un **financement complémentaire de la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (DIPLP)** en 2025, les délégués du CRPA Hauts-de-France ont eu l'occasion de multiplier leurs interventions auprès :

- Des futurs travailleurs sociaux dans les écoles du travail social ;
- Des associations ne participant pas aux plénières du CRPA ;
- De plusieurs structures institutionnelles pour faire connaître le CRPA, ses missions et développer les partenariats.

Ce financement complémentaire a également permis au CRPA de **renouveler ses outils de communication** pour être plus visible et impactant ; de **favoriser la montée en compétences** des élus grâce à la mise en place de **4 formations** en 2025 : *Informatique, DALO – DAHO, Droits des étrangers, Valeurs et valeur.*

En 2025, les Hauts-de-France étaient également **représentés au Conseil national des personnes accompagnées (CNPA)**.

ET DEMAIN ?

En 2026, le CRPA Hauts-de-France poursuivra sa mission de représentation des personnes accueillies de la région

et maintiendra la qualité de ses plénières qui accueillent toujours beaucoup de personnes. Le CRPA souhaite également pour cette nouvelle année, poursuivre ses interventions au sein des écoles du travail social en développant ses partenariats sur l'ensemble de la région.

“ Finançons la culture, pas la guerre ”

CRPA HAUTS-DE-FRANCE

On parle d'eux !

En 2025, le Conseil régional des personnes accueillies et accompagnées (CRPA) Hauts-de-France a été mis en avant dans plusieurs interviews et articles à la radio, à la télévision et dans des podcasts.

● RÉGION
COURRIER PICARD
Vendredi 10 octobre 2025
17

« Les politiques ne comprennent pas, il faut qu'on leur explique »

Société. Le Conseil régional des personnes accueillies et accompagnées (CRPA) a tenu une session à Montdidier récemment. Pour entendre des personnes en situation de précarité et faire des propositions d'actions.

Une séance plénière du Conseil régional des personnes accueillies et accompagnées (CRPA) s'est tenue à Montdidier. Près de 80 personnes étaient présentes en ce début d'octobre, en majorité des personnes en difficulté ou en situation de précarité et pour le reste des professionnels et des bénévoles qui les accompagnent au sein de différentes associations, amicales comme Apeamis ou Agena, la CAPA, UTAS de Saint-Quentin ou encore Thérapies de Tourcoing. Localement la Maison des familles gérée par la Fondation des apprentis d'Auteuil et la Croix-Rouge ont fait partie des intervenants.

« Les réunions plénières du CRPA se tiennent tous les trimestres. À chaque fois le thème est différent, cette fois c'est sur la question des violences intrafamiliales », précise Emmie Lebrun, chargée de mission

à la Fédération des acteurs de la solidarité qui pilote l'événement.

« Nous sommes heureux et fiers de porter la voix de personnes qui sont dans la précarité comme moi et pour certaines dans des situations bien plus difficiles » commente Nafissa Lairedj. Arrivée il y a plus de trois ans à Montdidier, avec Samer son mari et leurs deux enfants, elle attend toujours une réponse à leur demande d'asile.

« À la rue plusieurs années, la galère je connais, a aussi témoigné Alain, autre délégué régional du CRPA, venu de Lille. À cause de la violence de mon père à la maison, avec mes sœurs on a tous été placés.

En fin de journée, les actions de prévention sont de loin les plus nombreuses parmi les propositions retenues, afin de libérer la parole des victimes, mais aussi d'informer sur les conséquences de la violence physique ou ver-

baie. La question du manque de moyens, en personnel mais surtout en hébergement, est également pointée. Tous les problèmes soulevés et les solutions proposées seront transmis aux différents décideurs et responsables. Et comme le dit Alain : « Nous, on veut du respect pas de la médiocrité. Les politiques ne comprennent pas, il faut qu'on leur explique. »

La création du Conseil national des personnes accompagnées en 2010, puis sa déclinaison régionale en 2011 a fait suite à la mobilisation des Enfants de Don Quichotte qui avaient occupé le canal Saint-Martin à Paris l'hiver 2006-2007. ●

De notre correspondant
Frédéric Patte



Alain, venu de Lille, fait partie des délégués régionaux du CRPA. C'est lui qui assurait le pointage des participants à leur entrée.

CRPA HAUTS-DE-FRANCE

On parle d'eux !

→ Retrouvez les interviews diffusées sur *Radio Plus Hauts-de-France* sur la plateforme Ausha : podcast.ausha.co/radio-plus-hauts-de-france

ÉPISODE 1



ÉPISODE 2



ÉPISODE 3



TRAVAIL PAIR

Quelles actualités ?

En 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité a poursuivi son **engagement autour de la thématique du travail pair en accompagnant notamment l'un de ses adhérents, l'ALEFPA**, dans le département du Nord. Inspiré des ateliers mis en place dans le cadre de l'action *Intégrer un travailleur pair dans une équipe de l'AHJ-L*, **l'ALEFPA a bénéficié de 3 ateliers** d'une demi-journée entre juin et septembre 2025.

Ont été abordées les thématiques suivantes :

- L'histoire et le concept de travail pair ;
- Les représentations du travail pair ;
- La distinction travail pair / travail social ;
- Les besoins de l'équipe et le profil du travailleur pair au sein de la structure ;
- Réflexions autour de la fiche de poste, du recrutement et de l'intégration dans l'équipe.

En parallèle, la Fédération des acteurs de la solidarité s'est engagée dans **le groupe de travail Communauté de pratiques pair aideance Hauts-de-France** dans lequel sont impliquées diverses structures expertes (CCOMS, CREAM, Fédération Addictions, Abej Solidarité, La Sauvegarde du Nord...). Ces structures font la promotion du travail pair dans différents champs comme l'addictologie, la santé mentale ou le handicap. Le groupe de travail se réunit 3 à 4 fois par an pour échanger.



ÉTRANGERS MIGRANTS

Action contentieuse pour un accès effectif à la préfecture du Nord



En 2025, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France s'est engagée, aux côtés de 14 associations, dans un contentieux contre la préfecture du Nord afin de **dénoncer des dysfonctionnements graves et persistants dans le traitement des demandes de titres de séjour**, qui plongent les personnes dans des ruptures de droits majeures (emploi, ressources, logement). Les délais excessifs de traitement ainsi que l'impossibilité d'accéder à la préfecture bafouent les principes fondamentaux du service public : égalité, continuité et adaptabilité.

Après une mise en demeure adressée le 7 avril 2025, restée sans réponse, **un recours a été déposé le 9 juillet 2025 devant le tribunal administratif de Lille**. La Fédération des acteurs de la solidarité contribue à faire vivre ce contentieux par des **actions de mobilisation et de visibilité**, notamment par sa participation à l'organisation du rassemblement du 18 décembre 2025, place de la République, ayant réuni près de 300 personnes. Elle travaille aussi à l'élaboration d'une plateforme d'informations et de témoignages qui sera lancée début 2026.

Santé des personnes exilées : de l'enquête au plaidoyer

Face aux **difficultés récurrentes d'accès aux soins rencontrées par les personnes exilées** et signalées par son réseau, la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France a lancé fin 2024, début 2025, **une enquête régionale** afin d'objectiver ces constats. Cette démarche visait à documenter les obstacles d'accès à la santé, formuler des recommandations de plaidoyer et outiller les professionnel·les.

Les résultats ont mis en évidence **des besoins importants non couverts**, notamment en santé dentaire et psychologique, un manque de médiation linguistique et une grande complexité du système de soins. Ces constats, partagés par d'autres régions, ont nourri **un plaidoyer national**.

En région, la Fédération des acteurs de la solidarité engage désormais **un groupe de travail pour élaborer des recommandations opérationnelles**.

Pour un accès effectif à l'hébergement des personnes exilées dans la Métropole Européenne de Lille

La Fédération des acteurs de la solidarité s'est engagée dans le plaidoyer pour **un accès effectif à l'hébergement des personnes exilées dans la Métropole Européenne de Lille**, en tant que signataire et soutien du rapport interassociatif. À la suite de sa publication, **des groupes de travail ont été constitués** pour approfondir les revendications ; dont celui sur l'accès aux droits auquel la Fédération des acteurs de la solidarité contribue pour notamment promouvoir l'effectivité du droit à l'hébergement, via le dispositif du Droit à l'hébergement opposable (DAHO).

POUR UN ACCÈS EFFECTIF À L'HÉBERGEMENT DES PERSONNES EXILÉES DANS LA MEL



RAPPORT DE PLAIDOYER INTERASSOCIATIF

ETUDE RÉALISÉE DE JUILLET 2022 À MARS 2025

En 2025, 3 commission " réfugiés migrants " se sont déroulées en visio :

- **14 mars** : 24 participant-es dont 8 du Pas-de-Calais, 5 de la Somme, 2 de l'Oise, 1 de l'Aisne et 7 du Nord. 20 structures étaient représentées.
- **24 juin** : 23 participant-es dont 2 du Pas-de-Calais, 3 de la Somme, 3 de l'Oise, 1 de l'Aisne et 8 du Nord. 19 structures étaient représentées,
- **24 septembre** : 25 participant-es dont 8 du Pas-de-Calais, 11 du Nord et 4 de la Somme. 18 structures étaient représentées

EN CHIFFRES

3 COMMISSIONS

72 PARTICIPANT-ES

57 STRUCTURES REPRÉSENTÉES

L'animation fédérale

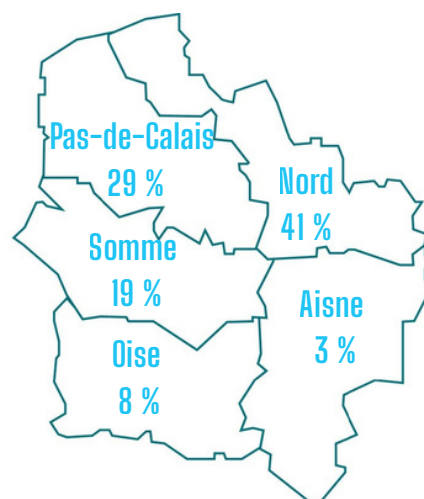
LA COMMISSION RÉFUGIÉS - MIGRANTS

3 RÉUNIONS

65 participant-es

48 participant-es différent-es

36 structures représentées





FORMATION

Un organisme de formation fait pour du "sur-mesure"

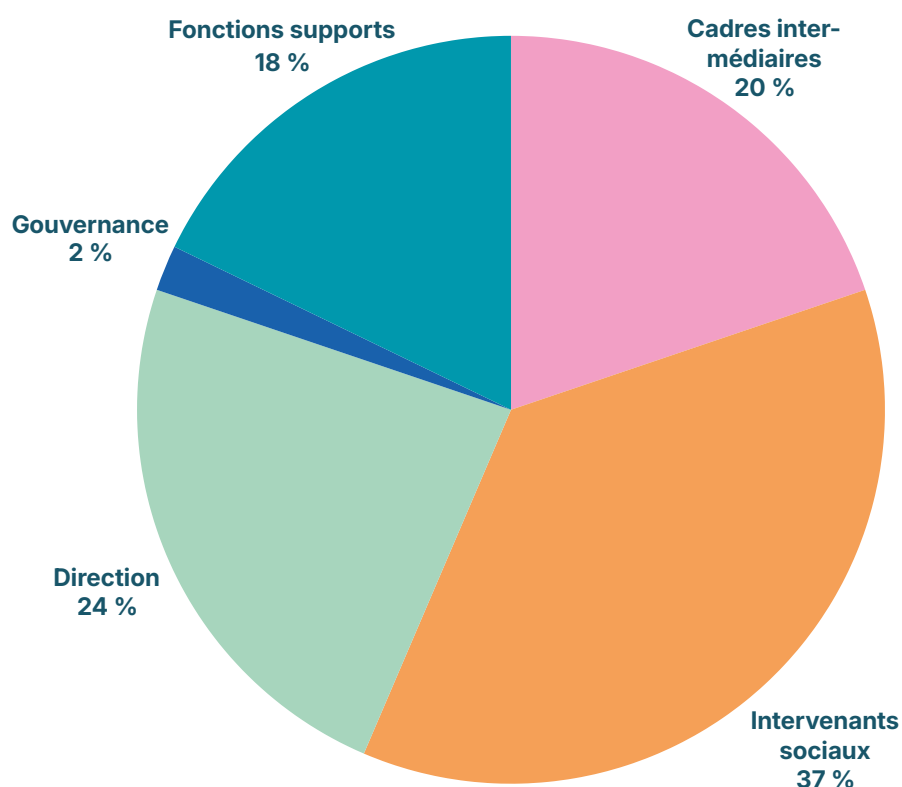
La Fédération des acteurs de la solidarité a obtenu le **maintien de la certification Qualiopi** à l'issue de son audit de surveillance réalisé en juillet.

Dans une logique d'adaptation continue aux besoins des structures du réseau, **la Fédération des acteurs de la solidarité a poursuivi et renforcé son offre de formation**. Cette dernière s'est principalement centrée autour de 2 sujets.

D'une part, la question des **addictions** est toujours prédominante et fait l'objet d'un besoin de formation récurrent pour les professionnels de l'accompagnement social.

D'autre part, les **évolutions réglementaires en matière de gestion budgétaire et financières** induites par la réforme de la tarification des CHRS nous ont invité à proposer aux associations une formation relative aux cadres normalisés des États Réalisés des Recettes et Dépenses (ERRD) et des États Prévisionnels des Recettes et Dépenses (ERPRD).

La fréquentation des formations délivrées par la Fédération est bien entendu liée aux sujets traités. Néanmoins, il est intéressant de noter qu'en 2025 nous avons été en capacité de répondre aux besoins des différents corps de métiers présents chez nos adhérents, aussi bien des intervenants sociaux que des cadres ou membres des directions, des fonctions supports...



LES FORMATIONS DISPENSÉES

→ **Médiation active**

1 session en intra de 2 jours en janvier et mars (poursuite de la session de 3 jours débutée en 2024).

→ **Se préparer aux modalités d'évaluation des ESSMS**

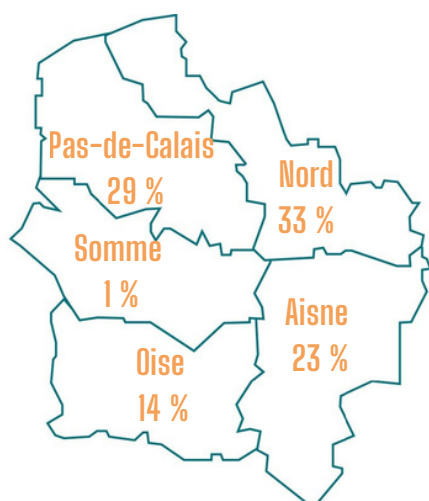
1 session de 2 jours en intra en juillet.

→ **IAE : formation addictions : des repères pour agir**

4 sessions de 2 jours de formation en inter en juin, septembre et octobre.

→ **EPRD et stratégie financière dans le cadre de la réforme de la tarification des CHRS**

2 sessions de 2 jours en inter en octobre et novembre.



Les stagiaires formé·es en région

EN CHIFFRES

8 FORMATIONS

99 HEURES DE FORMATION

103 PERSONNES FORMÉES

45 STRUCTURES CONCERNÉES



100 % des stagiaires satisfaits
dont 66 % très satisfaits

85 % des inscripteurs et financeurs satisfaits.

Des interventions dans les écoles du travail social

Permettre aux futur-es intervenant-s sociales-aux et aux professionnel-les en formation continue d'**améliorer leur connaissance des sujets liés à l'accompagnement des personnes en situation de précarité** contribuent à diffuser non seulement les valeurs de notre réseau, mais aussi à favoriser l'alignement entre les compétences nécessaires sur le terrain et les contenus de formation dispensés par les écoles du travail social.

Ainsi, la Fédération est attachée à pouvoir **répondre aux sollicitations de ses partenaires, et dès lors que c'est possible, à co-construire avec eux les programmes de formation.**

En 2025, elle a pu intervenir dans les programmes :

- du diplôme universitaire (DU) *santé précarité* porté par la Faculté de médecine de Lille,
- des formations d'éducateurs spécialisés et d'assistants sociaux de l'Institut régional du travail social (IRTS) de Loos et de l'AFERTES à Arras,
- du master *management des organisations de l'ESS* de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Lille.

EN CHIFFRES

5 INTERVENTIONS

4 ÉCOLES DE FORMATION

195 ÉTUDIANT-ES FORMÉ-ES

GLOSSAIRE

A

ANLCI

Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.

C

CHRS

Centre d'hébergement et de réinsertion sociale.

CNPA

Conseil national des personnes accompagnées.

COMED

Commission départementale de médiation.

CPOM

Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

CRHH

Comité régional de l'habitat et de l'hébergement.

CRPA

Conseil régional des personnes accueillies/accompagnées.

D

DAHO

Droit à l'hébergement opposable.

DALO

Droit au logement opposable.

DDETS

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités.

DIHAL

Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement.

DIPLP

Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté.

DREETS

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

DUI

Dossier unique informatisé (outil de suivi des personnes accompagnées).

E

EIG

Événement indésirable grave.

EPRD / ERRD

État prévisionnel des recettes et des dépenses / État réalisé des recettes et des dépenses.

ETP

Équivalent temps plein.

F

FAS

Fédération des acteurs de la solidarité.

FNAVDL

Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement.

I

IAE

Insertion par l'activité économique.

IRIAE

Inter-réseaux de l'insertion par l'activité économique.

M

MNA

Mineur non accompagné.

P

PDALHPD

Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées.

S

SEVE Emploi

Programme d'accompagnement vers l'emploi (méthodologie "Se concentrer sur l'Emploi et Valoriser l'Entreprise").

SIAE

Structure d'insertion par l'activité économique.

SIAO

Service intégré d'accueil et d'orientation.

SI-SIAO

Système d'information du SIAO.

Contre les exclusions, pour la **SOLIDARITÉ**



Entrée Lille - 2^e étage
199-201, rue Colbert - 59 000 LILLE

03 20 06 15 06
hautsdefrance@federationsolidarite.org

federationsolidarite.org/regions/hauts-de-france



AVEC LE SOUTIEN DE



MEMBRE DE

